



SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

LE RAYOL-CANADEL, CAVALAIRE, LA CROIX VALMER, RAMATUELLE

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN



Secrétariat à la Mer

Appel à projet national pour un développement équilibré des
territoires littoraux par une gestion intégrée des zones côtières
(GIZC)

Dossier de candidature

LES MAURES, UN TERRITOIRE DE MÉDITERRANÉE POUR UNE GESTION INTÉGRÉE DU LITTORAL

Avril 2005

LES MAURES, UN TERRITOIRE DE MÉDITERRANÉE POUR UNE GESTION INTÉGRÉE DU LITTORAL

SOMMAIRE

1. Présentation du territoire concerné par le projet	1
1.1. Justification du périmètre cible et de l'aire d'impact de l'expérimentation	1
1.2. Etats des lieux, chiffres et données clés	3
1.3. Principaux problèmes rencontrés	7
1.4. Présentation des enjeux pour le territoire	8
1.4.1. L'enjeu environnemental	8
1.4.2. L'enjeu économique	9
1.4.3. L'enjeu social et culturel	9
2. Descriptif de l'état actuel du projet et de son avancement	10
2.1. Principaux objectifs et état d'avancement	10
2.1.1. A l'initial (création de l'Observatoire Marin)	10
2.1.2. Suite à l'étude « Retour sur expériences et perspectives »	11
2.1.3. Les objectifs de Charte Forestière de Territoire	13
2.1.4. Autres objectifs	13
2.2. Principes d'intégration, de partenariat et d'innovation	14
2.3. Effets attendus sur l'environnement, le développement local, et sur le service rendu aux populations et usagers concernés par le projet ; analyse des mêmes effets à échelle plus large.	15
3. Présentation du groupe projet	16
3.1. Identification des partenariats publics et/ou privés (collectivités, établissements publics, services de l'Etat, entreprises, associations...)	16
3.1.1. Le SIVoM du Littoral des Maures	16
3.1.2. La Charte Forestière de Territoire du Massif des Maures	17
3.1.3. L'Association MALTAE et le « Pôle d'Economie du Patrimoine (PEP) : "Paysage de l'entre terre et mer en littoral varois "	18
3.1.4. Le Parc National de Port-Cros	19
3.1.5. Le Conservatoire du Littoral	19
3.1.6. La Région P.A.C.A.	20
3.1.7. L'Agence Régionale pour l'Environnement (ARPE)	20

Appel à projet DATAR
Gestion intégrée des zones côtières

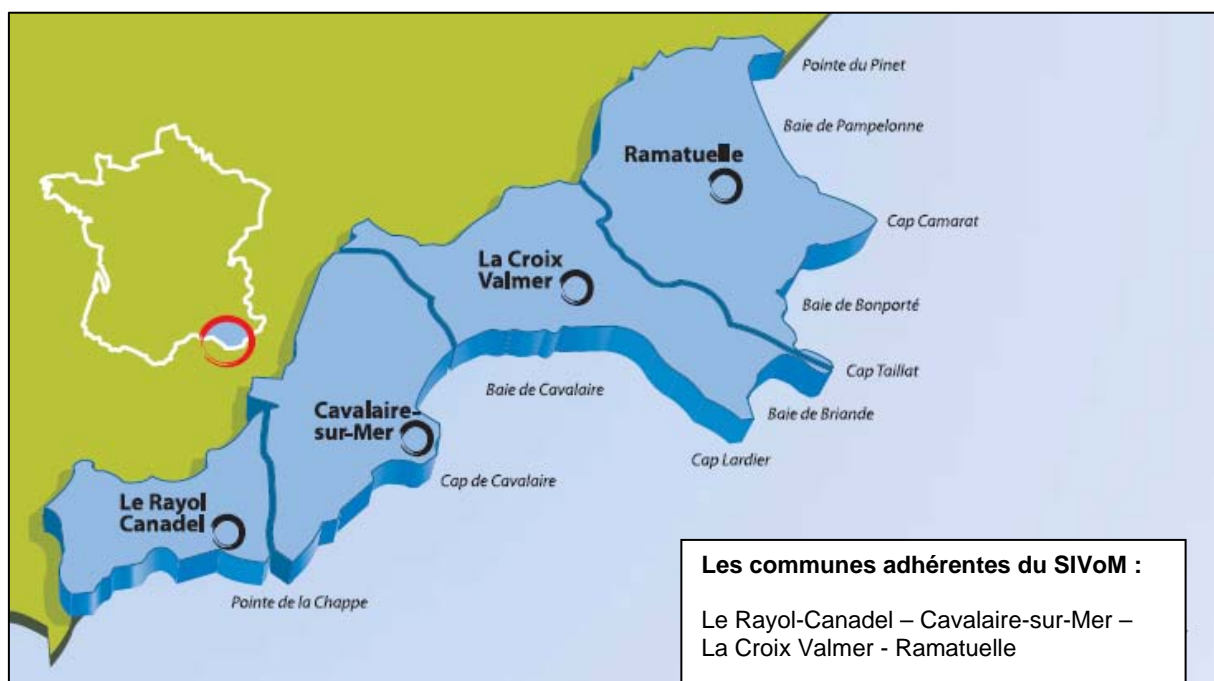
3.1.8. L'IFREMER	21
3.2. Participation des partenaires économiques et sociaux, citoyens, habitants, usagers	22
3.3. Documents présentant les modalités d'adhésion des principaux acteurs concernés dans la démarche (différents niveaux de collectivités notamment)	23
4. Pilotage du Projet	23
4.1. Responsables du projet : maître d'ouvrage et chef de projet	23
4.2. Méthode envisagée, outils de gouvernance prévus ou envisagés	23
4.3. Modalités techniques, financières et administratives existantes ou à mettre en œuvre pour en garantir la pérennité	24
4.4. Instruments de politique publique qu'il est envisagé de mobiliser	24
4.5. Modalités d'évaluation envisagées	24
5. Engagement à participer à l'échange d'expériences	25

LES MAURES, UN TERRITOIRE DE MÉDITERRANÉE POUR UNE GESTION INTÉGRÉE DU LITTORAL

1. Présentation du territoire concerné par le projet

1.1. Justification du périmètre cible et de l'aire d'impact de l'expérimentation

La zone côtière concernée par le projet développé en littoral des Maures auréole largement le territoire de compétence du SIVoM du Littoral des Maures, coordonnateur du groupe porteur, un territoire géographiquement identifié et délimité, sur les communes qui l'ont versé dans l'intercommunalité avec d'Ouest en Est : le Rayol-Canadel, Cavalaire-sur-Mer, La Croix Valmer et Ramatuelle.



Historiquement, les trois premières nommées se sont réunies dès l'année 1963 pour gérer ensemble les déchets ménagers, puis progressivement l'ensemble des compétences liées à l'environnement : l'assainissement des eaux usées (1979), la réalisation et la gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (1990), le nettoyage des plages, les déchets végétaux, instaurant en principe l'approche concertée des questions relevant, directement ou non, de la prise en compte du patrimoine naturel.

Jusqu'à fonder, en 1996, l'Observatoire Marin du Littoral des Maures, fort d'un partenariat déjà ancien, établi avec l'Agence de l'Eau, et élargi aux Collectivités Territoriales de dimension supérieure : le Conseil Régional P.A.C.A. et le Conseil Général du Var.

La Commune de Ramatuelle, concernée par le classement dit « des trois caps » (Lardier, Taillat et Camarat) qu'elle partage avec sa voisine, la commune de la Croix Valmer, rejoint en 1998 le SIVoM, composant alors pour l'Observatoire Marin balbutiant, un terrain d'investigation parfaitement homogène où allait pouvoir s'expérimenter la prise en compte du patrimoine naturel dans la démarche de gestion du littoral... avant qu'elle ne s'appelle « gestion intégrée ».

Ainsi rappelée, l'antériorité de la gestion intercommunale à caractère environnemental dans une perspective de respect du patrimoine permet de justifier le périmètre du projet, en ce qu'elle établit **la cohérence culturelle et sociale** qui prévaut sur ce territoire, à rapprocher de **la pertinence géographique** du secteur dans lequel elle s'inscrit.

Il convient de considérer également que le littoral des Maures est caractérisé par un patrimoine naturel d'une exceptionnelle qualité, lequel suscite une importante attractivité, muant la nature environnante en moteur économique de la région : il s'en déduit aisément que la préservation de ce patrimoine relève autant de l'intérêt lié à l'agrément d'en jouir que du simple réalisme économique.

Ce dernier point établit la nécessité, mais aussi l'aptitude des décideurs, à concilier la préservation de l'environnement et le développement, ainsi que l'assurance de **la cohérence économique** dont est emprunt le projet à engager.

On ne s'étonnera donc pas que dans ce périmètre se trouve un site d'importance européenne intégré au **réseau Natura 2000**, comprenant les trois caps (Lardier, Taillat ou Cartaya et Camarat), et que le SIVoM en ait été désigné opérateur pour la réalisation du Document d'Objectif, confié aux bons soins de l'Observatoire Marin du Littoral des Maures.

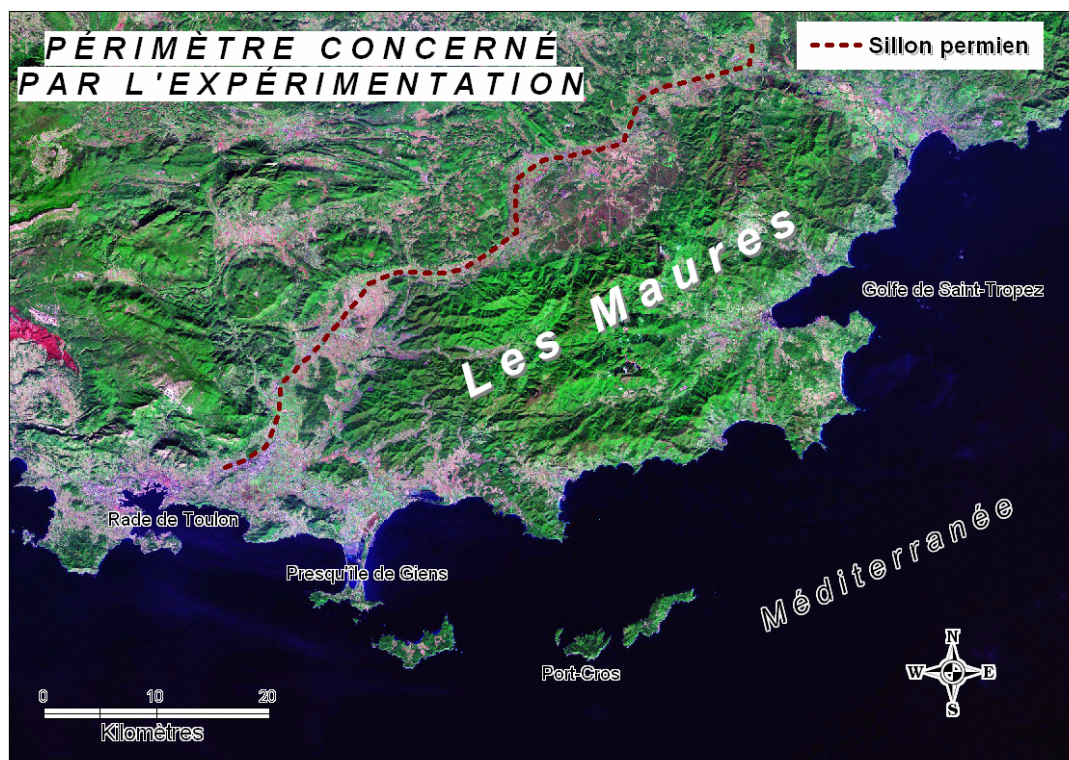
Opportunément, ce site revêt un caractère particulier en cela qu'il comporte un volet maritime adossé au volet terrestre : ainsi, le projet qui l'englobe entre de plain pied dans la problématique de la gestion intégrée du littoral.

Enfin, faut-il, en matière de périmètre, considérer celui « à géométrie variable » que propose cet autre acteur du territoire, Mémoire à Lire Territoire à l'Ecoute (MALTAE), théoricien de « l'entre terre et mer en littoral varois », du nom donné au Pôle d'Economie du Patrimoine (PEP) qu'il porte en tant qu'association désignée par la Délégation à l'Aménagement du Territoire (DATAR).

Ce territoire à *géométrie variable* permet en effet de développer la réflexion sur l'ensemble des Maures, depuis la plaine de l'Argens à l'Est jusqu'aux premiers contreforts calcaires à l'Ouest, au delà de la vallée du Gapeau, et embrasse de fait, depuis le Golfe de St Tropez, les rades de Cavalaire et de Bormes, la rade d'Hyères et ses îles d'Or, et le Golfe de Giens jusqu'aux rades de Toulon, suivant un développé littoral que le PEP, émanation de la Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action Régionale (DATAR), s'attache à révéler comme un tout cohérent dans sa complexité (cf. annexe 1 « carte du territoire de l'expérimentation »).

1.2. Etats des lieux, chiffres et données clés

Le Massif des Maures constitue un massif cristallin isolé en Provence calcaire, sous influence climatique méditerranéenne très marquée, délimité au nord par le sillon permien et au sud par la mer. Ce massif offre une diversité géologique, une diversité de paysage et une prolifération d'espèces végétales et animales variées qui lui confèrent une grande originalité au sein de la région PACA, et qu'il convient par conséquent de préserver.



- Le Patrimoine naturel :

Le littoral des Maures compte parmi les espaces les plus préservés des côtes méditerranéennes françaises. Ce territoire, d'une grande richesse faunistique, floristique et paysagère, compte de nombreux espaces soumis à diverses mesures de protection contractuelle (sites Natura 2000) et réglementaire (Parc National) et une grande partie de sa superficie est identifiée par des inventaires de connaissance (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique).

Aussi, le seul littoral des Maures, regroupe :

- 2 ZNIEFF terrestres de type I* représentant une superficie totale de 829 ha
- 4 ZNIEFF de type II** (superficie totale : 1102 ha)
- 1 ZNIEFF géologique (20 ha)
- 7 ZNIEFF marines, recouvrant une zone de 6370 ha

* ZNIEFF de type I : d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional

**ZNIEFF de type II : sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

La Rade d'Hyères et son archipel, ainsi que le Massif des Maures, comptent également un grand nombre de ZNIEFF terrestres et marines, preuve de la grande richesse naturelle de ce territoire.

Le territoire des Maures englobe également plusieurs sites classés. Le site des Trois Caps Méridionaux (Domaine Public Maritime et arrière-pays), classé en 1996, présente des caractères écologique, historique et culturel qui en font un espace sensible d'exception.

Le réseau européen Natura 2000 est particulièrement bien représenté sur le Territoire des Maures avec près de 43 100 ha dédiés à cette mesure de protection contractuelle, répartis de la façon suivante :

- Côte d'Hyères et son Archipel (Vieux Salins, Pesquiers, Port-Cros et Porquerolles) : 7614 ha
- Plaine et Massif des Maures : 33 485
- Les Trois Caps (Lardier, Taillat, Camarat) : environ 2000 ha (extension en cours de validation)

- La gestion de l'eau :

Associé à **l'Agence de l'Eau** dans le cadre de son partenariat avec l'Observatoire Marin, il est confirmé récemment, à l'occasion de la définition des objectifs du 8^e plan, que les **masses d'eau côtières** qui baignent le territoire des Maures sont dites **naturelles** et dans un **bon état écologique**, parmi les dernières de cette qualité en méditerranée.

Le milieu marin y est par conséquent d'une grande qualité, abritant des écosystèmes exceptionnels de par leur **diversité**, preuve scientifiquement admise de la richesse du milieu (ex : herbiers de posidonie, concrétions coralligènes, etc.).

Les principaux cours d'eau de ce massif sont la Verne, la Mole, la Garde et la Giscle qui débouchent dans le milieu marin du Golfe de Saint Tropez.

Ce territoire s'est pourvu d'un Syndicat Intercommunal de Distribution des Eaux, celui de la Corniche des Maures (SIDECM), regroupant 9 communes associées dont celles du SIVoM du Littoral des Maures, qui a pour vocation la **gestion des ressources en eau** et la **distribution de l'eau potable**.

Les données du SIDECM, s'agissant de la consommation d'eau, révèlent des variations saisonnières, fortement liées à l'afflux touristique estival. Elles mettent également en évidence que les besoins sont les plus importants au cours des mois les plus secs, quand les ressources sont le moins bien alimentées. En 1998, la pointe journalière a atteint 60 539 m³, ce qui représente 2,5 fois la moyenne journalière calculée sur toute l'année (24 124 m³) et 5 fois la moyenne journalière du mois de janvier (11 876 m³).

L'enjeu que recouvre la gestion de l'eau sur ce territoire souvent exposé aux affres de la sécheresse se mesure sans hésitation.

- Le SIVoM du Littoral des Maures :

Les communes du SIVoM du Littoral des Maures bénéficient d'une attractivité saisonnière importante. Le tableau ci-après met en évidence les grandes **amplitudes de population** auquel cet espace est soumis :

	Population permanente	Population estivale (estimation)	Superficie (km²)	Linéaire côtier (km)	Surface de plages (m²)
Le Rayol Canadel	706	9.000	6,9	4,8	14.250
Cavalaire sur Mer	5.291	60.000	16,7	10	70.200
La Croix Valmer	2.846	35.000	22,3	12,5	83.000
Ramatuelle	2.174	30.000	35,6	16,5	290.000
Total	11.017	134.000	81,5	43,8	457.450

- La Charte Forestière de Territoire :

Le territoire couvert par la Charte forestière englobe une entité paysagère, géographique et culturelle : le massif des Maures.

Le territoire des Maures se distingue par son caractère forestier : 79 000 ha de forêts pour 100 000 ha en tout ; il se déploie sur :

- 30 communes concernées, réparties sur 10 cantons,
- 5 EPCI englobant environ 24 des 30 communes :
 - . SIVoM du Pays des Maures et du Golfe de Saint Tropez ;
 - . SIVoM du Centre Var ;
 - . SIVoM du Littoral des Maures ;
 - . SIVoM de Sainte Maxime – Grimaud – La Garde Freinet;
 - . SIVU de Hyères – La Londe ;
- 3 communautés de communes situées en périphérie écartèlent ce massif forestier : la communauté d'agglomération de Draguignan, la communauté de communes du cœur du Var et la communauté d'agglomération de Toulon-Hyères.
- 4 intercommunalités situées en périphérie écartèlent ce massif forestier : la communauté d'agglomération de Draguignan, la communauté de communes du cœur du Var, la communauté de communes de la vallée du Gapeau et la communauté d'agglomération de Toulon-Provence Méditerranée

Le territoire de la charte Forestière correspond à la région des Maures au sens de l'Inventaire Forestier National (IFN). Au total 80% de la forêt est privé. Le chêne liège, le chataîgnier et le pin maritime représentent les essences principales.

- le Pôle d'Economie du Patrimoine "paysage de l'entre terre et mer en littoral varois" (Mémoire à Lire, Territoire à l'Ecoute, MALTAE, structure porteuse).

Pour les besoins de l'expérimentation le "territoire de pédagogie" concerné par la proposition d'expérimentation mettra en jeu une quarantaine des communes littorales et paralittorales incluses dans le périmètre à *géométrie variable* de la validation DATAR.

L'espace marin qui lui fait face, délimité par l'archipel des Iles d'Or, représente une surface d'expérimentation en eaux territoriales équivalente à la partie terrestre proprement dite. En période estivale, les comptages estiment à quelques 450.000 les plaisanciers qui cabotent ces espaces marins, en toute liberté, un chiffre qui équivaut à la population permanente de notre aire d'expérimentation, communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée comprise.

Cet ensemble terre/mer proposé correspond sensiblement à l'aire de l'étude exploratoire¹ menée pour le compte de la Région (ARPE) et de la Diren PACA, ainsi qu'à l'**assiette des réflexions universitaires** toujours en cours menées en partenariat avec MALTAE et le PEP sur ce sujet², soit un *espace laboratoire* de première grandeur pour l'expérimentation GIZC offrant quelques 2500 km² terrestres et marins.

La détermination d'une base d'investigation "minimale" pour avancer sur le projet dans toutes ses dimensions devra continuer à être le fruit de la mutualisation de ces approches associatives et universitaires, qui s'offrent en garantie de la bonne adéquation de l'échelle envisagée pour répondre au défi de la GIZC.

- Le Conservatoire du Littoral

Le territoire de compétence du SIVoM du Littoral des Maures, comprend également nombre de propriétés du Conservatoire du Littoral, acteur omniprésent.

La surface couverte par ces terrains est détaillée ci-dessous :

Communes	Superficie	Site	Gestionnaire
Le Rayol-Canadel	19 ha	Domaine du Rayol	ADORA
Cavalaire-su-Mer	101 ha	Corniche des Maures	Ville de Cavalaire (en cours)
La Croix Valmer	320 ha	Site du Cap Lardier	La Croix Valmer, le Parc National de Port-Cros
La Croix Valmer, Ramatuelle	80 ha	Site du Cap Taillat	Les deux communes et le Conservatoire Etude des Ecosystèmes de Provence (CEEP)
Ramatuelle	52 ha	Site du Cap Camarat	Ramatuelle - Conservatoire Etude des Ecosystèmes de Provence (CEEP)
Total	572 ha		

¹ cf. carte « territoire de l'expérimentation » annexe 1

² Université de la Méditerranée

En outre, le Conservatoire du Littoral possède une vingtaine de propriétés sur le territoire des Maures qui recouvrent approximativement une superficie de **4250 ha**. (cf. annexe 1 bis : situation des propriétés du Conservatoire du Littoral au 1 mai 2002 sur le territoire des Maures).

1.3. Principaux problèmes rencontrés

- **la mono industrie du tourisme**, induisant des déséquilibres :
 - o spatiaux, avec un phénomène de « littoralisation » induisant une déprise de l'arrière pays au profit de la frange littorale ;
 - o temporels définis par un phénomène marqué de saisonnalité ;Elle induit également une faible valorisation des activités liées à l'environnement.
- **les effets de la pression anthropique**, car sa richesse est également son point faible : l'attractivité induit un accroissement des populations et des déplacements dont le rythme surpasse la capacité d'organisation ; ainsi la notion très polémique de « capacité d'accueil » a surgi telle une pomme de discorde ;
- **une réglementation souvent inadaptée** au contexte de l'amplitude saisonnière, auquel s'ajoute un manque d'éducation perçu comme un manque de civisme ;
- **la surfréquentation** que démontre une usure perceptible, conséquence également de comportements inciviques : elle laisse entrevoir des menaces sur l'environnement (on évoque la notion de seuil de tolérance) ;
- **l'aménagement** de l'espace, laissé trop souvent à l'initiative des (intérêts) particuliers traduit un manque de considération pour le patrimoine ;
- **une extraordinaire pression foncière**, par-dessus tout, s'exerce sur ce territoire, composant le plus formidable défi qu'aient à relever les gestionnaires : capacité à loger les actifs, à garantir la possibilité de s'installer aux générations suivantes, à freiner les appétits des « aménageurs » ;
- **La problématique des incendies de forêt**, prise en compte par la DFCI, s'impose la conscience de l'insuffisance, voire l'inanité de certaines actions défensives : il est affirmé par la Charte Forestière de Territoire que le réinvestissement du massif est seul susceptible d'inverser la tendance à l'abandon et la désertification, conséquence de la disparition des activités économiques forestières autrefois florissantes ;
- **Le risque de recul de la biodiversité**, inhérent à la prolifération d'espèces invasives, aussi bien terrestres (Mimosa, griffes de sorcière, etc.) que marines (Caulerpa taxifolia et racemosa) ;
- **La dégradation des fonds marins** induite par la surfréquentation des sites de plongée, ou les mouillages forains abusifs ;
- **La problématique de l'épuration des eaux pluviales**, encore mal maîtrisée ;

- **La pression exercée par la plaisance**, en termes de demande d'abri, et son corollaire, l'occupation anarchique du domaine public.

1.4. Présentation des enjeux pour le territoire

Conscients de ce que le devenir du patrimoine naturel est le fondement de l'action à engager dans la mise en œuvre du projet, et fort du bilan des potentialités et des handicaps du territoire sur lequel cette action sera développée, les enjeux suivants ont pu être unanimement dégagés par les acteurs locaux :

1.4.1. L'enjeu environnemental

Le territoire des Maures est sans doute la dernière « fenêtre verte » du littoral P.A.C.A., et à ce titre, elle mérite d'être préservée :

- La préservation des habitats, à l'aide notamment de la démarche Natura 2000;
- La mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral (Domaine du Rayol, projet d'Ecosite sur la propriété Foncin, etc.) ;
- Protection et valorisation du milieu marin par le biais de la compétence Observatoire Marin, considérés comme un modèle reproductible, mais aussi rayonnement des opérations d'envergure :
 - * « Port propre en Méditerranée », menée de façon exemplaire par la Ville de Cavalaire, initiée par le Conseil Régional et soutenue par la DIREN, l'ADEME, et l'Agence de l'Eau RMC ;
 - * « Ecogestes Méditerranée » dont l'objectif est de promouvoir auprès des usagers de la mer les gestes pratiques qui permettent de préserver la Mer Méditerranée. Lancée en 2002, cette campagne est née à l'initiative de structures d'éducation à l'environnement issues du Réseau Mer porté par le Conseil Régional P.A.C.A.. Dans le cadre de la Campagne Ecogestes Méditerranée, l'Observatoire Marin sillonne chaque été le port de Cavalaire ainsi que les zones de mouillages très fréquentées des communes du SIVoM du Littoral des Maures.
 - * Aménagement fonctionnel et paysager sur la commune de la Croix Valmer notamment à Pardigon ;
 - * Aménagement d'un parking paysager à Gigaro pour permettre le stationnement des véhicules des visiteurs du Conservatoire du Littoral.
- L'eau, l'agriculture et la forêt au cœur du projet territorial.

1.4.2. L'enjeu économique

- Fonder une nouvelle politique d'aménagement sur le ménagement des ressources naturelles ;
- Développer des activités durables au sein du territoire et pérenniser les activités traditionnelles ;
- Soutenir la place de la forêt dans l'organisation globale du territoire ;
- Développer un lien fort entre le massif et le littoral, malgré la difficulté posée par les voies de circulation jugées insuffisantes face au trafic estival ;
- Maîtriser le développement des activités de loisirs à l'intérieur du massif
- Développement de l'Ecosite conçu sur la propriété 'Foncin' à Cavalaire ;
- Protéger les berges et le trait de côte, notamment à Gigaro (commune de la Croix-Valmer) ;
- Elaborer un mode de gestion pérenne pour les terrains du Conservatoire du Littoral qui soit économiquement acceptable pour les communes ;

1.4.3. L'enjeu social et culturel

- Modifier les comportements des usagers de façon à transformer les consommateurs du patrimoine en éco-citoyens ;
- Réduire les déséquilibres entre les populations permanentes et touristiques : au-delà de la gestion des conflits d'usage, rétablir les moyens de la maîtrise foncière ;
- Maîtriser le développement de l'habitat au sein du massif, de façon à y maintenir et à y développer une présence humaine durable.
- La reconquête de l'histoire au service du présent et de la prospective
- La reconquête de la mer, à travers notamment le patrimoine maritime
- La redécouverte de « *l'homme en industrie* dans son territoire », patrimoine des ressources humaines du *savoir faire*, des *arts*, et la réalité des enjeux de l'économie.

2. Descriptif de l'état actuel du projet et de son avancement

2.1. Principaux objectifs et état d'avancement

2.1.1. A l'initial (création de l'Observatoire Marin)

Considéré comme une richesse intrinsèque, le patrimoine naturel du littoral des Maures l'est doublement du fait de **l'énorme attractivité qu'il suscite**, muant ainsi la nature environnante en moteur économique de la région. Il s'en déduit aisément que la préservation de ce patrimoine relève autant de l'intérêt d'en jouir que du réalisme économique.

En 1996, pour souscrire à cette nécessité mais également conscients des excès que pouvaient engendrer une attractivité incontrôlée, les maires des communes comprises dans ce périmètre privilégié ont conçu un outil qui leur serait commun, destiné tout d'abord à la connaissance du milieu marin, réceptacle par destination de tous les produits de l'activité humaine littorale : l'Observatoire Marin était né, versé dans la structure intercommunale dont elles s'étaient déjà dotées, le SIVoM du Littoral des Maures.

L'objectif clairement énoncé était alors de concilier développement économique et préservation de l'environnement, et les missions assignées à la structure organisées sur deux axes complémentaires et indissociables :

- connaître le milieu – en initiant tout d'abord un état des lieux ;
- faire connaître cet environnement – pour amener à considérer sa fragilité ;

Toutefois, la phase préalable de l'état des lieux ayant livré les données attendues, l'observation se porta fort logiquement sur les phénomènes liés à la surfréquentation et aux impacts que cette dernière induisait sur l'environnement. Ainsi, après six années de découvertes consciencieuses, l'Observatoire Marin – entendons *l'ensemble des acteurs concernés par cet outil* – abordait une phase critique de son évolution : celle des enseignements à tirer des observations engrangées.

L'heure des préconisations sonnait simultanément l'heure des mises au point : l'Observatoire ayant progressé dans sa mission de collecte des connaissances, la question de son rôle et de son utilité se posait sous un jour nouveau.

Ainsi fut engagée une réflexion sur l'avenir de la structure, en lançant l'étude « *Retour sur Expériences et Perspectives pour l'Observatoire Marin* », destinée à favoriser la redéfinition des missions qu'il conviendrait de confier à ce dernier pour qu'il soit utile au territoire.

Cette **concertation** eut le mérite essentiel de poser, comme à l'évidence, ce qui sera dorénavant la **question centrale dans la gestion** de ce territoire envoûtant :

QUE FAIT - ON DE NOTRE PATRIMOINE NATUREL ?

2.1.2. Suite à l'étude « Retour sur expériences et perspectives »

Dans le cadre de l'étude « *Retour sur expériences et perspectives* », les missions de l'Observatoire Marin du Littoral des Maures ont été confortées et élargies, sur la base des constats nés de l'observation. Les nouveaux enjeux ont été clairement identifiés. Il en a découlé l'instauration d'une nouvelle mission, essentielle, définie dans un cadre opérationnel : **la gestion** (cf. annexe 2 « Document Cadre de l'Observatoire Marin »).

En conséquence, le travail accompli a permis de rendre prépondérants les trois objectifs suivants pour pérenniser l'approche intégrée de la gestion du littoral :

Objectif A : Mieux connaître et faire connaître les milieux littoraux

I : Assurer une veille scientifique sur les écosystèmes remarquables

II : Informer et sensibiliser les publics

Objectif B : Préserver la bonne qualité des masses d'eau

I : Réduire les pollutions bactériologiques

II : Réduire les pollutions physico-chimiques

III : Limiter l'impact des polluants accidentels par hydrocarbures

Objectif C : Maintenir le bon état écologique des milieux littoraux

I : Réduire l'impact des mouillages

II : Réduire l'impact des déchets en milieux côtiers et marins

III : Contrôler l'expansion des espèces envahissantes

IV : Agir contre l'érosion du trait de côte

Ces objectifs n'apporteront résultat que s'ils s'inscrivent dans le cadre d'enjeux plus vastes, inhérents à la complémentarité terre/mer, à l'instar de ceux avancés dans le projet de territoire.

Appel à projet DATAR

Gestion intégrée des zones côtières

Le tableau ci-dessous énonce les actions réalisées, en cours de réalisation ou envisagées par l'Observatoire Marin en matière d'acquisition de connaissance, de sensibilisation ou de gestion du milieu marin, telles que définies par les objectifs précédemment cités :

Actions réalisées	Type d'action	Action ponctuelle	Action récurrente
Mesurer les flux polluants drainés par les bassins versants et évaluer leur impact	Connaissance	X	
Aménager les sites de plongée les plus fréquentés et les plus fragiles	Gestion	X	
Valoriser les résidus issus du nettoyage mécanique des plages	Gestion		X
Actions en cours de réalisation	Type d'action	Action ponctuelle	Action récurrente
Affiner la définition des zones d'intérêt patrimonial et suivre leur évolution	Connaissance		X
Suivre l'évolution de l'herbier de posidonie	Connaissance		X
Assurer des interventions en classe	Sensibilisation		X
Assurer des animations sur site (Cap Lardier, Port)	Sensibilisation		X
Développer l'activité sentier marin du Domaine du Rayol	Sensibilisation		X
Participer à la campagne Ecogestes	Sensibilisation		X
Sensibiliser les usagers au problème des déchets dans les milieux naturels	Sensibilisation		X
Informier / Former des relais locaux	Sensibilisation		X
Développer les supports de communication	Sensibilisation		X
Suivre la qualité des eaux de baignade	Connaissance		X
Mesurer les polluants piégés dans les sédiments marins	Connaissance		X
Assister les municipalités dans les actions visant la réduction des flux de pollution et évaluer leurs effets	Gestion		X
Prospecter et cartographier les colonies de <i>Caulerpa taxifolia</i> et <i>Caulerpa racemosa</i> dans les zones d'intérêt patrimonial	Connaissance		X
Recueillir les témoignages des usagers relatifs aux observations de <i>Caulerpa taxifolia</i> et <i>Caulerpa racemosa</i>	Connaissance		X
Etudier l'érosion des côtes meubles	Connaissance	X	
Suivre l'évolution des mouillages sauvages Estimer les dégradations qu'ils induisent	Connaissance		X
Actions envisagées	Type d'action	Action ponctuelle	Action récurrente
Suivre l'évolution des espèces patrimoniales	Connaissance		X
Mesurer et suivre la valeur biologique des zones intertidales	Connaissance		X
Développer un point d'information saisonnier itinérant	Sensibilisation		X
Connaître et suivre les sources potentielles de pollution bactériologique	Connaissance		X
Etablir un protocole de fermeture préventive / réouverture des plages	Gestion		X
Développer un plan Infrapolmar	Gestion		X
Appuyer la Direction Départementale de l'Equipeement pour la définition des zones de mouillages forains	Sensibilisation	X	
Réaliser un balisage côtier écologique	Gestion	X	X
Quantifier les pollutions engendrées par les déchets et déterminer leur origine	Connaissance		x
Organiser l'enlèvement des déchets en milieux côtiers et marins	Gestion		X
Eradiquer <i>Caulerpa taxifolia</i> et <i>Caulerpa racemosa</i> dans les zones d'intérêt patrimonial et à leur proximité immédiate	Gestion		X
Baliser les sites colonisés et participer à la définition des zones de cantonnement	Gestion	X	
Proposer des solutions techniques adaptées pour agir contre l'érosion des côtes meubles	Gestion		X

2.1.3. Les objectifs de la Charte Forestière de Territoire

Compte tenu de l'abandon progressif et de la désertification du massif des Maures, comme conséquence de la disparition des activités forestières autrefois florissantes, de sa « marginalisation » politique, caractérisée par un éclatement territorial, la Charte Forestière de Territoire se positionne sur la même ligne de conduite que l'Observatoire Marin en édictant des objectifs en parfaite concordance avec la vision de gestion intégrée de ce territoire :

I. Favoriser l'émergence d'une autorité politique à l'échelle du massif :

Instauration d'une entité représentative, disposant de la légitimité, pour proposer les choix retenus pour faire aboutir les actions découlant des orientations fondamentales.

II. Développer des activités économiques durables au sein du massif

II.1. Maîtriser le développement de l'habitat dans le massif

II.2. Remettre en état les ressources de la forêt

II.3. Augmenter les surfaces forestières en gestion

II 4. Développer des filières agricoles, forestières et pastorales et valoriser les produits et sous-produits

II.5. Conforter les activités traditionnelles

II.6. Organiser les activités de loisirs et culturelles en forêt

III. Protéger durablement et valoriser le massif

III.1. Sécurisation du massif vis-à-vis du risque d'incendie de forêt

III.2. Prise en considération des propriétaires forestiers

III.3. Protection et valorisation des patrimoines naturel et culturel et du paysage

III.4. Construction d'un référentiel des connaissances à l'échelle du massif

III.5. Communication / information / pédagogie à l'attention de différents publics

III.6. Surveillance du massif (face aux malveillances, pirateries, négligences).

2.1.4. Autres objectifs

Globalement, le projet « Les Maures, territoire de Méditerranée » devrait favoriser la mise en application des actions définies dans le Document Cadre de l'Observatoire Marin, et contribuer à donner une application concrète à la Charte Forestière de Territoire, en commençant par le secteur littoral dudit territoire.

Cette mise en perspective de la gestion intégrée a également pour objectif de faciliter la mise en œuvre d'autres actions ou projets tout aussi essentiels.

C'est particulièrement le cas de la démarche **Natura 2000**, émanation de la Directive Européenne concernant la conservation des Habitats naturels ainsi que de

la flore et de la faune sauvage, initiée très prochainement sur le site des Caps Lardier, Taillat et Camarat, et pour laquelle l'Observatoire Marin est désigné opérateur local.

A cet effet, l'Observatoire Marin a réalisé en 2004 une étude préalable relative à cette proposition de site d'intérêt communautaire afin d'établir le référentiel de connaissances naturalistes nécessaire à la réalisation du Document d'Objectif (DOCOB) Natura 2000 ainsi qu'une estimation du coût de production de ce document (cf. annexe 3 « Pré étude Natura 2000 »).

Il en va de même pour la démarche de valorisation du Domaine Foncin, qui s'inscrit dans une perspective de développement de type **Ecosite**, label européen et véritable moteur de l'action locale, visant à la protection des écosystèmes et l'enrichissement du patrimoine, par la valorisation des ressources naturelles, scientifiques, techniques, économiques, sociales et culturelles.

De façon pragmatique, la commune de Cavalaire a réalisé une étude exploratoire sur la valorisation de la Maison Foncin, majestueuse propriété du Conservatoire du Littoral qui domine la Corniche des Maures. Après une large concertation, le projet s'est orienté vers l'élaboration d'un pôle interdisciplinaire sur l'environnement, alliant activités pédagogiques autour de la cartographie, thème qui permettrait à la fois une continuité historique (la famille Foncin, donatrice du site, comptait des géographes reconnus), et acquisition de connaissances sur les différentes thématiques liées aux espaces naturels (cartographie des milieux, SIG, lien entre domaine terrestre et marin....)

2.2. Principes d'intégration, de partenariat et d'innovation

Les actions de l'Observatoire Marin précédemment énoncées sont en parfaite complémentarité avec celles menées dans la Charte Forestière de Territoire du Massif des Maures. La Charte Forestière assure ses compétences sur le massif, tandis que l'Observatoire Marin fait le lien entre ce dernier et le milieu marin, et que le Parc National de Port-Cros aborde l'aspect insulaire, relayant de fait les différentes actions menées en les prolongeant au-delà de la frange côtière. Cela permet par exemple de garantir une information et une sensibilisation du public sur l'ensemble du territoire des Maures.

Les nombreuses actions mises en oeuvre par l'Observatoire Marin, depuis sa création en 1996, ont permis de tisser des liens pérennes entre les différents acteurs de ce territoire, les services de l'Etat, la communauté scientifique et la société civile.

De ce fait, les recoupements des différents comités de pilotage et comités d'orientation permettent de démontrer qu'il existe déjà une synergie entre ces différents acteurs. Cependant, cette synergie ponctuelle ne s'établit qu'au gré des actions à mener.

Les pièces suivantes sont présentées en annexes :

- Comité d'orientation de l'Observatoire Marin du SIVoM du Littoral des Maures (cf. annexe 4)
- La liste des membres du Comité de Pilotage de l'Ecosite Foncin (cf. annexe 5)
- Comité de pilotage du Pôle d'Economie du Patrimoine : « paysage de l'entre terre et mer en littoral varois ». (cf. annexe 6)

2.3. Effets attendus sur l'environnement, le développement local, et sur le service rendu aux populations et usagers concernés par le projet ; analyse des mêmes effets à échelle plus large.

Le projet vise in fine à fédérer les démarches singulières existantes, pouvant paraître éclectiques en première approche, mais qui ont toutes la même ambition : imaginer un avenir durable pour les Maures dans ses dimensions écologiques, économiques et sociales.

Plus particulièrement sur l'**environnement**, l'objectif sera de préserver la qualité du patrimoine naturel et paysager du territoire, garant d'une économie fortement orientée autour du tourisme.

Concernant le **développement**, il s'avère indispensable de contrôler les activités qui se développent sur ce territoire afin qu'elles se conforment aux objectifs environnementaux, tout en sachant que leur pérennité en dépend.

Et au final le projet devra permettre une restructuration **sociale** du territoire qui s'oriente à ce jour vers un clivage entre les populations locales et saisonnières de par les très fortes disparités spatiales et temporelles que génère le tourisme.

Toutefois, il faut rappeler que le projet présenté au fil de ces pages a pour ambition d'imaginer le futur d'un territoire, et ne peut de ce fait pas être exhaustif à ce jour. En conséquence, certains éléments constructifs continueront à être incrémentés au fil des mois à venir et le projet acquerra sa maturité avec le temps.

3. Présentation du groupe projet

3.1. Identification des partenariats publics et/ou privés (collectivités, établissements publics, services de l'Etat, entreprises, associations...)

3.1.1. Le SIVoM du Littoral des Maures

Le Syndicat aura le rôle de Maître d'Ouvrage, au titre de sa représentativité des collectivités territoriales, dont les compétences s'étendent sur une zone côtière délimitée et bien identifiée, le littoral des Maures. Ce dernier, qu'il convient de considérer comme partie intégrante du Massif des Maures, a la particularité de se prolonger dans la mer Méditerranée : ce qui amène à percevoir la bonne dimension dans laquelle s'inscrit l'approche de la gestion du littoral sur ce territoire.

Le Syndicat dispose actuellement d'une plateforme de connaissances, établie essentiellement par l'expérience acquise par sa compétence parfaitement originale au niveau national : « l'Observatoire Marin du littoral des Maures », au sein de laquelle se sont regroupées dès 1996, en association avec la plupart des partenaires ici identifiés, les quatre communes de Ramatuelle, la Croix-Valmer, Cavalaire et le Rayol-Canadel, pour :

- Mettre en œuvre la volonté de concilier les enjeux économiques et écologiques de ce littoral... on parlerait aujourd'hui de développement durable ;
- Donner une impulsion nouvelle à l'intercommunalité, car le littoral et les eaux côtières sont, par essence, un patrimoine commun à gérer « ensemble » ;
- Mieux appréhender les interactions Terre et Mer dans la mise en œuvre de la concertation ;
- Engager les études diagnostiques, afin que les démarches de développement ne soient prises qu'en parfaite connaissance des caractéristiques des milieux naturels, et avec la volonté de les préserver de toute dégradation.

Le SIVoM apporte en outre sa qualité d'opérateur local sur le site Natura 2000 dit des « trois caps » (Caps Lardier, Taillat et Camarat), en partenariat avec le Conservatoire du Littoral, propriétaire de cet espace sensible, et ses gestionnaires que sont le Parc National de Port-Cros et le Conservatoire Etudes des Ecosystèmes de Provence (CEEP).

Les communes adhérentes peuvent également exciper des actions engagées en maîtrise d'ouvrage communale, sur la base des prescriptions élaborées en concertation intercommunale : il en est ainsi de l'opération « Port propre », initiée à Cavalaire et d'envergure régionale, de même le projet « Ecosite » de valorisation du Domaine Foncin, propriété du Conservatoire du Littoral.

3.1.2. La Charte Forestière de Territoire du Massif des Maures

Cette Charte est portée par l'association des Communes Forestières du Var (COFOR 83), au travers de laquelle l'ensemble du Pays des Maures en émergence se manifeste (cf. annexe 7 « Charte Forestière de Territoire : Orientations »).

Dans ce document fondateur, les acteurs du territoire indiquent que tout projet forestier dans le massif des Maures, pour être porteur d'avenir, se doit d'être supporté ou intégré à un projet plus « global », créateur de richesses à l'échelle du territoire, avec une organisation adaptée et une volonté politique affirmée.

Le positionnement du projet « Les Maures en Méditerranée » permet d'entrevoir le lien à établir avec la Charte forestière sur le Littoral des Maures, considérant le caractère éminemment forestier de ce secteur.

La Charte forestière est issue d'une réflexion aussi aboutie que le document cadre de l'Observatoire Marin. Elle se fonde sur le constat suivant : le massif des Maures fait l'objet d'un désinvestissement durable, qui le conduit inéluctablement, si rien n'est entrepris, vers une marginalisation ou un abandon.

La Charte forestière de territoire a pour vocation de contribuer au re-développement du massif, en apportant sa contribution forestière à ce qui pourrait être à terme un projet global d'avenir pour le territoire.

Le projet de Charte Forestière de Territoire comprend trois dimensions principales :

- * une dimension politique qui vise à définir les grandes orientations du projet,
- * une dimension stratégique qui vise à explorer les voies et moyens pour mettre en oeuvre cette politique,
- * une dimension opérationnelle (qui sera amenée à être enrichie et complétée dans le temps) et qui vise à traduire en actions et réalisations multiples les orientations définies, dans le cadre de la stratégie adoptée.

Soutenir la place de la forêt dans une organisation globale du territoire passe obligatoirement par le renforcement des moyens permettant aux espaces naturels et forestiers de voir réintégrées les activités passées, porteuses d'emplois (qui faisaient du massif des Maures un lieu de vie par le travail), ainsi que de créer de nouvelles activités économiques. Des moyens appropriés doivent être recherchés afin de décliner les deux axes stratégiques :

1. Développer des activités économiques durables au sein du massif,
2. Protéger durablement et valoriser le massif.

3.1.3. L'Association MALTAE et le « Pôle d'Economie du Patrimoine (PEP) : "Paysage de l'entre terre et mer en littoral varois "

Fer de lance du Pôle d'Economie du Patrimoine «Paysage de l'entre Terre et Mer en littoral varois», MALTAE apporte sa contribution à ce projet en développant, durant le temps de l'expérimentation, sa démarche de recherche / action : le paysage constitue une entrée dans le territoire pour en valoriser l'histoire au service de la prospective et au service d'un projet partagé. Les échanges entre les composantes terrestre et marine du littoral en sont les fils conducteurs.

Au-delà de son assistance continue à la phase de rédaction au dossier de candidature, MALTAE verse au projet ses trois compétences spécifiques :

- Sa qualité d'association interdisciplinaire de professionnels, dont l'objet est la « culture partagée du territoire », sa compétence scientifique en lien avec l'Université (travaux de recherches doctorales et appliquées), en accompagnement des institutions dans leurs réflexions prospectives (la pression foncière), et ses dix ans d'expérimentation et de travail de terrain en littoral varois, notamment sur « l'entre terre et mer ».
- Sa qualité de structure porteuse d'une démarche de projet de territoire validée par la DATAR en 2001 « le Pôle d'Economie du Patrimoine (PEP) : "Paysage de l'entre terre et mer en littoral varois "
- Sa qualité de chef de projet d'un programme Culture 2000 consacré aux territoires littoraux « entre terre et mer » de sept pays de l'Union européenne³, dont certains prestigieux comme la Province de Venise qui constituent des sites emblématiques par rapport à la recommandation européenne sur la GIZC de 2002.

Ces deux validations consacrent un savoir-faire méthodologique et une expérience pour la mise en réseau de sites et d'acteurs du territoire, jusqu'au niveau des réseaux euroméditerranéens. Cette vocation pourra être mise au service du projet, en liaison avec les acteurs du groupe porteur, qui, comme l'ARPE, exercent aussi cette compétence en Région PACA.

MALTAE apporte donc au dossier la démarche PEP et les trois années de travail de terrain qui ont permis de développer une méthodologie spécifique de mise en relation des acteurs et des lieux (cf. tableau de bord *état des lieux/état des liens*), la conception d'un territoire défini dans des lieux phares (concepts *de périple et d'amers culturels*) et au travers des échanges terre/mer (concept des *territoires amphibies*, codé *Amphibia*). Il est bon de rappeler que le PEP porté par MALTAE est le seul en région P.A.C.A. et l'un des deux PEP en France, sur un total de 40, qui comporte de surcroît un volet maritime et littoral.

³ Carte du réseau européen : cf. annexe 8

Quatre orientations :

- La reconquête de la mer, à travers notamment le patrimoine maritime
- La reconquête de l'histoire au service du présent et de la prospective
- La notion de « *l'homme en industrie* dans son territoire », patrimoine des ressources humaines du *savoir faire*, des *arts*, et la réalité des enjeux de l'économie.
- L'eau, l'agriculture et la forêt au cœur du projet territorial.

MALTAE se positionne à l'interface des professionnels, des élus et de la société civile. Elle apporte également ses relations avec l'Université par le biais d'un projet : « l'université sans murs », suivant un projet de conventionnement avec la Région pour une recherche/action sur le "territoire de pédagogie" du PEP. MALTAE est de plus sollicitée par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable pour répondre à l'appel à propositions de recherches « paysage et développement durable », en concomitance sur ce même secteur pilote. Un partenariat avec des chercheurs de l'Arc latin a été établi pour mener ce programme triannuel.

Les apports complets de la démarche PEP à la GIZC sont présentés en annexe 9.

3.1.4. Le Parc National de Port-Cros

Créé le 14 décembre 1963, il est le pionnier des parcs marins européens et depuis 2001, en application de la convention internationale de Barcelone, la première Aire Spécialement Protégée d'Importance Méditerranéenne (ASPIM) française.

Il assure par sa participation une continuité insulaire et un savoir faire terrestre et marin (Port-Cros, Porquerolles, salines d'Hyères) pour la gestion des espaces protégés qui balisent les Maures et l'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée (TPM).

Bénéficiant de plus de 40 ans d'expériences, il apporte son capital de connaissance et de savoir faire dans la gestion du littoral.

Il gère en partenariat avec la commune de La Croix Valmer les terrains du Conservatoire du Littoral du Cap Lardier.

Un partenariat est également établi depuis plusieurs années avec l'Observatoire Marin. Les échanges d'expériences sont nombreux et les responsables du parc participent régulièrement aux comités d'orientation et aux missions scientifiques engagées par la structure intercommunale.

3.1.5. Le Conservatoire du Littoral

Il est tout naturellement partie prenante dans la démarche de gestion intégrée des territoires littoraux, de par ses missions mais aussi de par le caractère emblématique des propriétés qu'il détient, en particulier sur chacune des communes incluses dans le périmètre de compétence du SIVoM du Littoral des Maures, entérinant le partenariat de fait qui s'est instauré au fil des ans dans le cadre de ses

comités de gestion. L'expérience de la gestion des milieux naturels, glanée à fédérer les gestionnaires installés sur ses propriétés éclairera sans cesse la démarche d'expérimentation.

Le Conservatoire du Littoral, de par sa forte implantation sur la frange côtière et sa probable présence auprès de chacun des porteurs de projets retenus, pourrait être le lien entre l'ensemble des lauréats de cet appel à projets, avec pour objectif de favoriser les échanges entre les différents acteurs.

3.1.6. La Région P.A.C.A.

Elle est fortement impliquée dans le processus, puisque le volet II de la Décentralisation lui confère une compétence étendue en matière de Développement et d'Aménagement du Territoire, mais tout particulièrement intéressée à favoriser la «gouvernance» sur ce bout de littoral encore préservé, pour qu'il lui soit épargné d'avoir jamais à mettre en oeuvre les moyens lourds qu'imposent les actions en restauration des milieux dégradés.

Elle est impliquée aussi par le jeu du PEP dans cette expérimentation, lequel aura un besoin d'accompagnement de l'institution régionale pour y mener sa démarche d'aménagement du territoire en faveur de la GIZC, notamment sur les quelques 80 % d'espaces hors zonages de protection, Parc et Conservatoire.

La présidence du comité de pilotage du PEP est assurée par un vice-président du Conseil Régional, délégué à l'Emploi et aux Politiques territoriales; cela devrait opérer un effet de levier pour l'émergence et la structuration des intercommunalités qu'accompagne actuellement la Région sur ce vaste secteur littoral des Maures.

La Région PACA est officiellement représentée dans ce projet par la Conseillère régionale déléguée au Littoral. Au-delà de cette responsabilité régionale, et de sa représentation de l'institution dans ce projet, sa formation personnelle d'océanographe et sa grande connaissance des secteurs concernés, notamment au travers de l'action associative, constituent des atouts scientifiques majeurs pour le projet.

3.1.7. L'Agence Régionale pour l'Environnement (ARPE)

Créée en 1979, l'ARPE est une agence publique régionale qui participe à la prise en compte de l'environnement dans tout projet relatif au territoire de Provence Alpes Côte d'Azur.

Fruit de la volonté commune de la Région et des Départements de disposer en région Provence Alpes Côte d'Azur d'un outil technique de terrain, l'Agence opère au quotidien pour initier et accompagner le montage de projets en environnement, explorer et valider de nouveaux procédés d'interventions possibles, sensibiliser, informer et animer pour le compte des pouvoirs publics et des collectivités territoriales.

L'ARPE déploie son activité à partir de 3 pôles :

- La recherche, l'intégration, l'analyse, le traitement et la diffusion d'informations techniques et juridiques sur l'environnement.
- Le conseil et l'assistance technique aux porteurs de projets en environnement et aux gestionnaires de sites et d'équipements de dépollution.
- La mise en réseau des acteurs et gestionnaires de l'environnement de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Partenaires de l'Agence

- Les collectivités locales et leurs intercommunalités.
- Les services déconcentrés de l'Etat : environnement, agriculture, équipement, travail et emploi, formation professionnelle, les établissements publics de l'Etat (Office National des Forêts, Agence de l'Eau, ADEME, Conservatoire du Littoral et des Rivages Lacustres).
- Electricité de France, Gaz de France.
- L'Union des Maires, au niveau départemental et régional.
- Les Parcs Naturels Régionaux : Camargue, Luberon, Queyras, Verdon
- Les Parcs Nationaux : Écrins, Mercantour et Port Cros.
- Les Réserves Naturelles et les Gestionnaires d'Espaces Naturels de façon générale.
- Les chambres consulaires.
- Les secteurs universitaire, associatif et marchand.

De plus L'ARPE fait partie du Comité de pilotage du PEP, et a assuré, pour la Région, en partenariat avec la DIREN, le suivi de l'étude/action exploratoire précédemment évoquée qui concernait le secteur côtier du présent projet.

3.1.8. L'IFREMER

L'Institut français de recherche sur l'exploitation de la mer (IFREMER) s'est également associé à ce projet. Il apporte une expertise environnementale et la reconnaissance pour le domaine marin qui est le nôtre. Il se positionne en complément d'information à la plateforme de connaissances déjà établie par l'Observatoire Marin en synergie avec les partenaires ici identifiés.

L'IFREMER symbolise fortement cette volonté culturelle de *reconquête de la mer* qu'entend marquer l'action prospective de MALTAE et du PEP dans ce projet territorial. Il fournit l'occasion d'une collaboration déjà envisagée autour d'un intérêt commun pour la thématique des paysages marins et sous-marins développée depuis 2001/2002 ⁴. L'association de la base toulonnaise de l'organisme au projet illustre les liens ténus entretenus avec la rade de Toulon.

⁴ cf. Ateliers du paysage le Pradet janvier 2002 "paysages marins et sous-marins"

3.2. Participation des partenaires économiques et sociaux, citoyens, habitants, usagers

- Rivages de France :

Son action s'étend à l'ensemble des acteurs impliqués dans la protection et le devenir des espaces naturels littoraux, propriétés de l'Etat ou des collectivités locales. Son domaine de compétence s'étend également aux rivages lacustres (uniquement pour les lacs de 1 000 hectares ou plus).

Sur le littoral des Maures, le conservatoire du Littoral est en étroite partenariat avec l'association nationale **Rivages de France**, notamment au domaine du Rayol où cette collaboration se concrétise par la mise à disposition de personnel au bénéfice de l'Association du DOMAINE du RAYOL (ADORA) pour aider à la gestion du site. Rivages de France a pour vocation de favoriser la bonne gestion, acceptée par tous, des espaces naturels côtiers. Conseiller ses adhérents, faciliter les échanges d'informations entre gestionnaires, valoriser au niveau local, national et international les démarches exemplaires tendant à préserver le patrimoine naturel et culturel des espaces littoraux, font partie de ses missions.

Rivages de France est un **trait d'union entre la terre et la mer**, pour faire comprendre à tous que le patrimoine naturel et humain des rivages – paysages, biodiversité et richesse culturelle - représente un capital à préserver et à valoriser. C'est aussi un **trait d'union entre des acteurs**, intéressés par la préservation des espaces littoraux et lacustres.

- Le Groupement d'Etude et d'Action pour la Préservation de l'Environnement, l'Aménagement et le Développement Durable, En Pays des Maures (GEAPE) :

Association locale fortement impliquée dans l'avenir du territoire des Maures. Le **GEAPE** est à l'initiative du « Manifeste pour un Pays des Maures Authentique et Durable » (cf. annexe 10).

Le Conservatoire Etudes des Ecosystèmes de Provence (CEEP) :

Le **CEEP** est une association régionale de protection de la nature qui a pour objectif la conservation de la diversité biologique des espaces naturels remarquables de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il regroupe des scientifiques, des naturalistes de compétences diverses, des amoureux de la nature et toute personne intéressée à la préservation des richesses naturelles de la région.

Le CEEP fait parti du réseau des conservatoires régionaux d'espaces naturels fédérés par les Conservatoires d'Espaces Naturels.

Au niveau local, le CEEP fait parti du Réseau Régional des Espaces Naturels au côté de la DIREN, l'ARPE, les Conservatoires Botaniques Nationaux de Porquerolles et de Gap, le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres...

Il est également gestionnaire des sites du Conservatoire du littoral sur la presqu'île de Saint Tropez (Caps Taillat et Camarat), et à ce titre est fortement impliqué dans le volet Natura 2000 qui va être très prochainement institué sur ce secteur.

3.3. Documents présentant les modalités d'adhésion des principaux acteurs concernés dans la démarche (différents niveaux de collectivités notamment).

Les différentes parties prenantes du groupe porteur du projet déposé par le SIVoM du Littoral des Maures, se sont engagées par le biais d'une lettre d'intention dans la démarche initiée.

D'autre part, certains partenariats entre l'Observatoire Marin et certains des acteurs appartenant au groupe porteur, ont déjà été finalisés dans le cadre des conventions suivantes :

- Convention entre la Région et l'Observatoire Marin concernant la charte du réseau mer (cf. annexe 12 « carte des structures varoises adhérentes à la charte du réseau mer développé par le Conseil Régional PACA »)
- Convention entre l'ARPE et l'Observatoire Marin dans le cadre du Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (cf. annexe 12)
- Convention entre le Conseil Général du Var et l'Observatoire Marin en faveur de la mise en valeur et la protection de la mer et du littoral (cf. annexe 13)

4. Pilotage du Projet

4.1. Responsables du projet : maître d'ouvrage et chef de projet

- **Maître d'ouvrage** : le SIVoM du Littoral des Maures
- **Chef de Projet (assistant à maîtrise d'ouvrage)** : Mémoire A Lire, Territoire A l'Ecoute (MALTAE)

4.2. Méthode envisagée, outils de gouvernance prévus ou envisagés

L'ensemble des partenaires présentés précédemment constituera un **Conseil Consultatif**. Ceci dans le but d'associer les partenaires du groupe porteur et les autres acteurs du territoire : qu'ils soient institutionnels ou représentant de la société civile, dans une même synergie, et de créer une émulation sur les bases de la **démocratie participative**.

Lorsque le projet « Les Maures, un territoire de Méditerranée pour une gestion intégrée du littoral » sera formalisé, le Comité Consultatif se réunira en session

plénière pour officialiser le lancement. Il se réunira ensuite à plusieurs reprises pour valider les avancées. Enfin, une réunion finale restituera l'aboutissement du projet.

Les avancées de ce projet trouveront un large écho dans la lettre trimestrielle de l'Observatoire Marin, outil de communication à destination des partenaires (lettre n°9 présentant l'intention du SIVoM du Littoral des Maures de se porter candidat à l'appel à projet : cf. annexe 14).

4.3. Modalités techniques, financières et administratives existantes ou à mettre en œuvre pour en garantir la pérennité

L'existence des structures qui ont permis de monter ce dossier, leurs expériences précédentes ainsi que leurs implications dans les collectivités locales doivent permettre de garantir la continuité de ce projet.

Tout un chacun pouvant garantir la pérennité des emplois ainsi que celle des ressources financières nécessaires au lancement de cette démarche de gestion. Autant l'équipe du chef de projet (MALTAE), que celle du Maître d'ouvrage (SIVoM du Littoral des Maures, à travers sa structure administrative et sa compétence Observatoire Marin), pourront mobiliser les moyens nécessaires comme cela a été le cas lors de la réponse à l'appel à projet.

4.4. Instruments de politique publique qu'il est envisagé de mobiliser

Le groupe porteur pourra s'appuyer sur les politiques publiques européennes et nationales existantes que sont : la directive cadre eau (DCE), la démarche Natura 2000, le Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Ces instruments nous mènent logiquement à appréhender les réflexions locales, menées dans le cadre du SCOT en cours d'élaboration, comportant notamment le volet maritime recouvrant le principe de Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) au sens où l'a entendu le CIADT du 14 septembre 2004 dans l'esprit d'expérimentation.

4.5. Modalités d'évaluation envisagées.

a) Impacts de la démarche sur le territoire des Maures

Définition d'indicateurs :

- taux de participation à la démarche (nombre de personnes par réunion)
- degré de satisfaction
- nombre de produits de communication (expositions, bulletins,...)
- nombre de journées de sensibilisation grand public, scolaires
- nombre d'articles dans la presse
- taux de fréquentation du massif forestier
- taux de fréquentation du littoral
- taux de fréquentation de la mer

- nombre de réunions interservices Etat-Département-Région sur les volets terre et mer
 - nombre d'emplois induits par le projet GIZC sur le court terme et type d'emplois
 - nombre de conventions de partenariat sur la zone
 - indicateurs financiers (fréquentation des hôtels, des commerces,...)
- b) Entretiens à partir d'un panel représentatif des acteurs du territoire (démarche qualitative).

5. Engagement à participer à l'échange d'expériences

Les partenaires du groupe porteur s'engagent à mettre en commun l'ensemble des informations nécessaires à l'enrichissement du projet « Les Maures, un territoire de Méditerranée pour une gestion intégrée du littoral », et à participer à l'échange d'expériences.

La Présidente,

Anne-Marie COUMARIANOS
Maire du Rayol-Canadel

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Territoire de l'expérimentation

Annexe 1 bis : Situation des propriétés du Conservatoire du Littoral au 1 mai 2002 sur le territoire des Maures

Annexe 2 : Document cadre de l'Observatoire Marin

Annexe 3 : Etude préalable

Annexe 4 : Membres des différents Comités de l'Observatoire Marin

Annexe 5 : Membres du Comité de Pilotage de l'Ecosite Foncin

Annexe 6 : Membres du Comité de Pilotage du PEP

Annexe 7 : Charte forestière – orientation

Annexe 8 : Carte du réseau européen

Annexe 9 : Apport de la démarche PEP à la GIZC

Annexe 10 : GEAPE : manifeste pour un pays des Maures authentique et durable

Annexe 11 : Carte des structures varoises adhérentes à la charte Réseau Mer

Annexe 12 : Convention RRGMA

Annexe 13 : Convention entre le Conseil Général du Var et l'Observatoire Marin en faveur de la mise en valeur et la protection de la mer du littoral

Annexe 14 : Lettre trimestrielle n°9 de l'Observatoire Marin